L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN 1ER AVRIL 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Législation.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 1er AVRIL 1851.

☞ Pour le FEUILLETON, voir le supplément.

SUPPLÉMENT.

On trouvera joint à notre numéro de ce jour un supplément qui renferme outre, le feuilleton de l'*Abeille*, une partie de l'excédant de nos annonces. Nous avons déjà expliqué que nous étions forcé d'ajouter cette feuille supplémentaire au journal afin de ne pas laisser nos avis en souffrance.

Europe.

La malle nous a transmis hier nos liasses de journaux européens apportés par l'*Arctic*. On trouvera plus loin les extraits que nous en avons fait:

AUTRICHE ET ETATS-UNIS.

On se rappelle la célèbre réponse de M. Webster au chevalier Hulsemann, chargé d'affaires d'Autriche à Washington, lequel avait transmis au gouvernement americain, dans un note particulière, l'expression du déplaisir de son souverain à l'endroit de la mission confiée à M. Dudley Mann par les Etats-Unis. L'honorable secrétaire d'Etat avait répondu par une lettre empreinte à la fois de hauteur et de dignité, et dans laquelle, sous des phrases foudroyantes, il maintenait la mission de Hayesbourg. Le pauvre chevalier fut bien forcé d'expédier la malencontreuse réponse à l'empereur son maître, qui d'abord avait paru s'en offenser, mais qui s'est évidemment ravisé, car voici ce que M. de Hulseman vient d'écrire à M. Webster:

"Les arguments contenus dans votre note du 21 décembre, n'ont pas eu le pouvoir de changer le jugement porté par le cabinet impérial sur la mission de M. Dudley Mann ..... Mon gouvernement conservera les opinions formulées dans ma note du 30 septembre, mais il préfère ne pas prolonger la discussion ouverte sur cet incident désagréable, et voulant pouvoir exposer les bonnes et amicales raisons qu'il désire conserver avec le gouvernement de l'Etat-Unis au danger d'être trouble sérieusement par des discussions qui ne peuvent avoir aucun résultat efficace."

L'Empereur se montre de bonne composition et n'a pas tort. Qu'aurait-il gagné à une querelle diplomatique avec les Etats-Unis? Rien sinon de nouvelles notes de M. Webster, et Dieu sait l'effet que peuvent produire en Hongrie et en Italie de pareils manifestes tombant sur une pareille plume.

SLOOPER ALABAMA—Le sloopper *Alabama*, venant de l'isthme de Tehuantepec et de Vera Cruz, a traversé la barre dans la soirée de samedi et s'est échoué, en remontant le fleuve, au Pointe à la Hache, où il était encore engravé lorsque nous leuve avancée de la soirée. Tous deux de ses passagers, parmi lesquels se trouve le commodore Riebaud, sont arrivés hier soir à la Nlle-Orléans à bord du vapeur *Fanny*.

L'*Alabama* a apporte la nouvelle que le major Barnard, chef de l'expédition qui explore l'isthme de Panama, souffrait beaucoup aux dernières dates d'une ind spos ion subite dont il venait d'être atteint. M. Maclelton et M. Legelson, appartenant à l'expédition, se sont noyés dans la Baie de Ventosa. Un grand incendie a éclaté à Minatitlan dans la soirée du 15 mars et a réduit en cendres quinze maisons sans qu'une partie des magasins du major Barnard. Le gouvernement mexicain a envoyé deux officiers du genie, le colonel Henzeger et le capitaine Duran, pour réparer le fort situé à l'embouchure de la rivière de Goatzacoalcos.

GOUVERNEUR DE LA VIRGINIE—La Législature de la Virginie vient d'élire M. Joseph Johnson gouverneur de l'Etat. M. Johnson entrera en fonction à l'expiration du mandat du présent titulaire, c'est à dire le second lundi de janvier 1852, et ne cedera la place qu'au successeur que lui désignera le peuple après l'adoption de la nouvelle constitution. La prochaine législature se réunira le second lundi de janvier prochain.

DETTE DU TEXAS

M. William L. Hodge, secrétaire par intérim du trésor, a publié dans les journaux de Washington un avis officiel adressé aux créanciers du Texas. On sait que dans l'indemnité accordée au Texas pour la cession d'une partie du Nouveau Mexique, cinq millions ont été spécialement réservés par les Etats-Unis pour acquitter la dette contractée par le Texas avant que cet Etat était en république indépendante, et pour le paiement de laquelle ce dernier gouvernement avait offert en garantie le revenu de la Douane nationale. Par une loi de 1849 et une autre de 1849, le Texas invite ses créanciers à présenter leurs réclamations avant le 1er septembre prochain. Le gouvernement des Etats-Unis s'est substitué aux créanciers du Texas et de ainsi payer intégralement, les titres de créance doivent lui être soumis avant qu'à ce dernier Etat, et le secrétaire par intérim leur fixe à la douvance des pièces authentiques un délai qui expirera le 1er d'octobre prochain. Avis aux ayants droit.

THÉATRE D'ORLEANS—C'est toujours avec plaisir que les habitues lisent sur l'affiche un nom cher à l'*Norma*. Cet ouvrage justement populaire a cause des richesses mélodiques qui y sont prodiguées à profusion, attire invariablement la foule qui préfère en général les inspirations du chant aux plus savantes combinaisons harmoniques. *Norma* ou cette dernière science est engagée jusqu'à un certain point n'en reste pas moins dans les répertoires un ouvrage à recetter, à cause des qualités supérieures qu'on lui signalait plus haut et qui comprennent amplement les parties faibles de l'opéra. La *Grisette du vert*, charmant vaudeville, complète le spectacle de ce soir dont la composition, on est bien forcé d'en convenir, ne laisse rien à desirer.

La représentation de jeudi est au bénéfice de M. Grant, seconde basse. Le spectacle se compose de la *Favorite*, un des meilleurs ouvrages de Donizetti Donzetti.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

SUITE DES NOUVELLES PAR LE CANADA.

WASHINGTON, 27 mars.

NOUVEL ECHEC DU CABINET RUSSELL.

Le *Canada* a apporte la nouvelle que le Cabinet Russell, reconstitué par suite de l'impuissance de l'opposition à former un nouveau ministère, est à la veille de se dissoudre de nouveau. On ne pense pas qu'il puisse garder le pouvoir jusqu'à la fin d'avril, car il a subi un nouvel échec au Parlement.

Il règne parmi les Catholiques une grande effervescence à l'endroit des mesures proposées par le ministère.

Les protectionnistes font de grands efforts pour s'assurer la majorité dans la prochaine Chambre des Communes. Ils veulent augmenter de quatre shelings le droit sur les grains étrangers et d'en shelings la taxe des farines manipulées.

Les nouvelles du continent n'offrent pas d'importance.

Les ventes de coton se sont élevées à Liverpool, pendant la semaine, à 29,250 balles dont 1,250 prises par des spéculateurs. Les ventes du 14 mars ont monté à 5,000 balles.

Les nouvelles commerciales de France ne sont point favorables, mais le pays est tranquille.

Bibliothèque de feu I. B. Macarty.

☞ Nous appelons l'attention des personnes qui s'occupent de sciences ainsi que les amateurs de literature choisie, sur la vente des livres composant la belle bibliothèque de feu I. B. Macarthy; la vente sera continuée et terminée ce soir. On offrira entre autres, plusieurs Elzevirs de 1643, &c. Aussi, quatre belles bibliotheques en acajou.

RIO GRANDE—Nous avons reçu hier par le vapeur *Fanny* un numéro du *Rio Grande Sentinel* du 19 mars. Nous y voyons que le célèbre capitaine French est tombé, après un combat de deux heures, au pouvoir des Mexicains qui l'ont conduit au poste militaire de Salto où ils l'ont fusillé.

CHRONIQUE LOCALE.

THÉATRES DES VARIÉTÉS—L'*Ile des Joyeux* doit être rejoué ce soir. Grand spectacle.

APPARITIONS—M. Elie Beron, subit, on le sait, depuis plusieurs semaines, une détention préventive sous l'accusation d'avoir mis le feu à la maison qu'il avait louée, Hôpital St-Louis. C'est le 21 février dernier qu'a eu lieu l'incendie. L'affaire a été apportée hier devant la Première Cour de District. Les avocats de la défense sont MM. Cyprien Dufour et G. B. Duncan. L'accusation est dirigée par M. Reynolds, avocat de district.

Après bien des récusations, dont cinq péremptoires, l'intérêt public ne l'exigeant pas, le jury se trouve composé comme suit: MM. F. Lafarque, B. Forstall, J. Stewart, E. Crawfordd, J. Hoin, J. Coleman, F. Abeel, James Carter, John Hagne, John Hall, J. F. Coulon et Louis Montamat.

A 4 h. cet dit district donne lecture de l'acte d'accusation et témoigne au jury que l'affaire en question a pour objet un incendie et une partie de la maison qui est l'Etat a pas de preuves directes à produire contre l'accusé, mais que les circonstances qui le lient à l'incendie qui lui ont été de la culpabilité de cet crime.

M. James Carter, un des jurés, annonce qu'a la Cour qu'il se sent trop malade et demande la permission de se retirer. M. Carter a raison en effet, et les avocats de la défense déclarent qu'ils consentent à prendre un autre juré à sa place. Le jury venait de se retirer pour délibérer, lorsque M. Carter a été pris d'une syncope. Il a fallu une longue détention préventive, et cette expiation a lieu d'une manière douloureuse, pour qu'il ait pu rendre à la société et au pays et ne demande qu'à le faire, c'est, c'est le juge sur le champ. Voilà un exemple à citer à remplacer tout de suite le juré qui vient de se retirer par un autre.

La Cour ordonne qu'il en soit pas bien sûre que cet incident soit fait. Il ne croit pas pouvoir tirer de cette chose que de charger le jury en entier afin de faire à nouveau et du mandée public le privilège d'avoir 24 jurés au lieu de leur droit ou récusation.

Le jury a cet par conséquent déclaré et a tout à fait unanimement que l'affaire était reprise le lendemain, lundi, à 11 heures.

M. Duncan témoigne que les onze jurés restant ont unanimement de nouveau. La Cour y consent, et le ministère public recule deux autres jurés, MM. J. Coleman et Louis Montamat. M. Dufour fait observer que l'Etat a recusé un juré, le plus qu'il n'en a le droit. Le juge rétorque qu'il a cru que l'Etat a le droit de remplir les récusations, puisque M. Dufour a de nouveau de part et d'autre clamé en faveur de l'accusé. Le juge ajoute maintenant qu'il supposait et prenait un *bill d'exception*.

Abolitions et Réhabilitations—Le Maire a adjugé hier matin, par voie de jugement, dans le tribunal de la rue de la Rue Saint-Charles, et dans la rue Carondelet, entre la rue Calloway et le nouveau chemin de la Capelle, à James Kelly, au prix de 18 le pied courant.

VOLEUR DE PAIN—Henry Walters et Henry Cannon sont accusés vous de fait. Ils seront prochainement interrogés.

John O'Brien et Jim Burns, arrêtés comme suspects, ont été envoyés devant la Cour de Police. Le premier a reconnu Caldwell, George Wilson a été trouvé dans le nègre et l'autre a été trouvé dans une maison avec l'intention d'y commettre un vol.

☞ Nous avons reçu traduit hier devant le recorder d'Orleans, le prévenu d'avoir, le 22 mars, battu Thomas Dunn dans le but de le tuer. L'instruction a été renvoyée à vendredi.

Vol—J. C. Blanco a été envoyé hier à la maison de force pour quatre ans, pour avoir volé à Lendot d'arrêt à cette decerne contre le nommé Williams et sa femme, accusés d'avoir embauché une jeunesse esclave et d'avoir commis un vol dans la même maison.

EXCUTÉ—Le cursuer a tenu hier une enquête sur le cadavre d'un homme de couleur libre, nommé John Baker, trouvé mort dans une maison de la rue Conti. Les medecins ont constaté une fracture au front.

FRANCE.

Paris, 6 février.

Depuis bien jours, les journaux, tout partir chaque matin pour Londres M. le general Aupick, ancien ministre plenipotentiaire à Constantinople, et récemment nommé ambassadeur de la république en Angleterre. Il paraît que M. le general Aupick n'est pas encore revenu de Constantinople, et l'on ajoute même que le Gouvernement a jugé encore fait connaître s'il accepte ou non le nouveau poste auquel il vient d'être appelé. A Constantinople M. Aupick a fait preuve de capacité et de fermeté. Il a défendu autant que possible, les intérêts et l'honneur de la France, et il ne demandait qu'une seule chose au ministre des affaires etrangères, c'était de le laisser près de la Sublime-Porte. Malheureusement, M. de Lavalette voulait avoir et représente la France et les belles ministres sur les rives du Bosphore, et M. Aupick a été, en dernière, mais envoyé à un poste où l'on sait qu'il ne pourra peut-être se tendre par suite de ses anciennes relations avec la famille d'Orléans, à laquelle il doit beaucoup. M. Aupick comprendrait, s'il faut ajouter foi à ce que rapportent ses amis, que sa presence à Londres en qualité d'ambassadeur de France pourrait être difficile, alors que d'un moment à l'autre ses amis des princes de la branche cadette seront peut-être tentés d'organiser des démonstrations et un pèlerinage dans le genre de celui qui a eu lieu l'été dernier sur les bords du Rhin, à Wiesbaden.

On raconte que dans le cas où M. Aupick retournerait sous quelques jours diplomat qu', M. Drouyn de l'Huys se dévouerait de nouveau à conserniraitre à se charger du poids de l'ambassade de France près Sa Gracieuse Majesté la reine Victoria.

L'auteur d'une brochure intitulée: l'*Abdication du roi Louis-Philippe, racontée par lui-même*, avait dit que si Louis-Philippe était revenu si promptement le 24 février, c'est que personne, pas même le general en chef, n'avait songé à se défendre. Le général de Marchal Bugeaud, M. le comte Pérrey adresse à ce sujet la lettre suivante à un journal:

"Et cela, seulement dans la nuit du 23 au 24 février, vers trois heures du matin, que le maréchal Bugeaud fut mandé aux Tuileries et invité à du commandement en chef des troupes de ligne et des gardes nationales de la Seine, par des ordonnances contresignées Trézel et Duchatel.—Une heures après, à huit heures du matin, ce double commandement lui était retiré.

"Pendant ces cinq heures, le maréchal Bugeaud ne donna que deux ordres par écrit: le premier, vers quatre heures du matin, en prenant possession du commandement, il prescrivait de commencer le combat immédiatement, et partout on l'on trouverait de la résistance, d'attaquer les barricades avec la dernière vigueur, et il indiquait les moyens militaires à employer.

"La second est celui que la brochure rappelle; mais ce que l'auteur oublie de faire connaître, c'est que ce dernier ordre ne fut donné par le maréchal que sur l'injonction itérative des nouveaux ministres parlant au nom du roi.

"C'est qu'en le transmettant, le maréchal dit devant plusieurs officiers de son état-major: Le royaume en perdre! se servant même d'une expression plus energique.

"C'est que quelques instans après cet ordre, le commandement des gardes nationales en 1 revoyait au maréchal Bugeaud.

"C'est qu'une demi-heure après, le roi lui-même lui annonçait qu'il donnait le commandement de l'armée à un autre général en chef.

"Le maréchal ne répondit qu'en offrant de combattre sous les ordres de son successeur, ce qui ne fut pas accepté.

"Le personnes qui attendent leur salut de la fusion des deux branches ne sont pas près d'être sauvées. Le *Messager de l'Assemblée*, journal orléaniste, avait cru faire des avances considérables et des offres réelles à la légitimité. L'*Union* monarchique lui répond ce matin:

"Votre article peut se résumer ainsi: Ne rien concéder aux légitimistes, exiger de leur part toutes les concessions; puis leur demander une confiance absolue, sans explication, sans réserve, sans engagement réciproque, sous prétexte de ne pas subir une contrainte morale. Voilà comment les *orléanistes fidèles* entendent la fusion."

Les orléanistes sont gens d'affaires; ils prétendent que l'intérêt bien entendu commence par soi même.—A la conduite des *orléanistes fidèles*, définie par l'*Union*, jugez des arrière-pensées de tous les autres!

La fusion des deux branches,—c'est la quadrature du cercle.

Nous avons parlé de la promenade faite sur les boulevards par le président de la république. Le *Messager de l'Assemblée* rapporte à ce sujet que, "jusqu'au boulevard, M. L.-N. Bonaparte était suivi d'une foule où on remarquait des types connus et d'où sortaient des acclamations qui ont malheureusement provoqué un peu plus on des manifestations contraires. Dès l'entrée au boulevard, l'ovation avait fait place à des grifs sifflants et injurieux, et, à la porte Saint-Denis, le président a dû rebrousser chemin devant une espèce d'émeute."

—Quoique plus d'une semaine se soit écoulée depuis le 21 février, on voit encore sous les jours quelques retardataires qui viennent déposer un pieux souvenir au pied de la colonne de Juillet. Aujourd'hui, le nombre des couronnes déposées égale au moins en quantité celles qui y avaient été apportées l'année dernière. Ces couronnes, toutes rangées symétriquement autour du socle, au nombre de quinze à vingt de largeur en beaucoup d'endroits, sont superposées les unes aux autres sur huit à dix rangs d'épaisseur. Dans cet quantité incombrable, on en voit beaucoup portant ces mots tracés en immortelles de couleur variée: "A mon père! A ma mère! A mon frère! etc." Mais aucune d'elle n'offre de ces emblèmes qui sont réputés séditieux par la police. Bien plus, il est à remarquer que, pour éviter jusqu'au prétexte d'une nouvelle profanation, toutes ces qui ont apporte ces couronnes ont eu le soin de les jeter à l'intérieur de la grille, au lieu de les y suspendre comme par le passé.

—A la suite d'une émeute, quarante et un détenus politiques de Belle Isle-en-Mer avaient été mis dernièrement au cachot. Une tentative d'évasion faite par vingt d'entre eux, a été découverte au moment où, après avoir perforé plusieurs murs ou terrassements, ils touchaient à la réussite de leur projet.

—Entre autres nouvelles diplomatiques, on dit que le duc de Sotomayor, ambassadeur d'Espagne, est en disgrâce à la cour pour avoir trop bien accueilli Narvaez.

—Les journaux suisses signalent un phénomène meteorologique singulier. Il est tombé dernièrement deux reprises de la neige rouge dans la vallée de Rheinwald et dans celle d'Urseren. Vers la même époque, il tombait une pluie rouge et jaune en Lombardie. Les objets humectés par cette pluie restaient, après avoir séché, empreinte d'un depot colore.

La Société du Dix-Décembre prend les devants; elle demande la révision de la constitution, et elle précise son but. Voici un passage de la pétition déposée par M. Delavau (Yeptre) sentant du département de l'Indre, sur le bureau de l'assemblée législative:

"Tout réclame une prompte modification à notre loi fondamentale.

"Mais cette modification n'aurait que des résultats incomplets, si elle n'était suivie de la proclamation du pouvoir du peuple et de la république. La loyauté, l'énergie avec lesquelles M. le président a tenu les rênes de l'Etat, son amour du bien public, son abnégation, les sentiments élevés qui l'inspirent, doivent porter votre patriotisme à voter la prolongation de ses pouvoirs.

"En exaucant nos vœux, vous exauderez, mes frères les représentants, ceux de l'immense majorité des Français."

Le modèle de cette pétition circule dans un grand nombre de localités.

—Une nouvelle application de la machine aerostatique dirigeable de MM. Dupuis Delcourt et Régnier, a eu lieu hier à Paris. L'expérimentateur, dans une conférence qu'il vendredi dernier avait faite agricole, rue de Beaune, avait expliqué le mécanisme particulier de l'hélice combinée, dès expérimentée en 1848 par M. Régnier, et avait émis l'avis présent de l'aérostation. Comme les conférences du cercle agricole ont lieu le soir, dans de vastes salons éclairés, l'expérience au gaz avait été remise à hier dimanche. Elle a eu lieu à deux heures. MM. Dupuis-Delcourt et Régnier ont fait mouvoir sans trois ses ailes, monter et descendre librement leur petit ballon modèle d'environ quatre mètres de longueur. L'hélice fonctionnant au moyen d'un ressort d'horlogerie sous l'inclination calculée du gouvernail, la machine tourne d'elle-même et se dirige correctement, en décrivant des lignes courbes plus ou moins étendues. On annonce à nouvelles expériences et des applications en grand de ce système.

—Il appartient qu'aux poètes de créer des personnages dont l'existence fictive emanee de leur imagination, finit par acquerir auprès d'un certain nombre de personnes, une authenticité presque egale à celle que constituent les actes de l'état civil. C'est ainsi qu'au chateau d'If, un concierge bien avisé est parvenu à se faire revenir aux mains de ses guides de camp sur les lieux.

Pendant ce temps, un des chefs de l'opposition, M. Ledru, a fait dans le sein du théâtre une motion à l'effet de supplier le roi de prendre enfin des mesures pour ameliorer le sort du peuple.

ALLEMAGNE.

A en juger par les apparences, les différends survenus entre la Prusse et l'Autriche semblent ne pas devoir aller jusqu'à une rupture ouverte. Mais un memoire très développe, le gouvernement autrichien convente à la Prusse le droit de revendiquer à l'autre partie, les prétendant bien formées annoncent que l'on proposera l'abolition complète de la taxe sur les fenêtres et que l'on abandonnera en même temps le projet de la convertir en un impôt sur les maisons; l'income-tax ne serait renouvelée que pour une seule année. Quant au bill contre les agressions papales, on adopterait le plan proposé par lord Stanley de créer dans les deux chambres des comités d'enquête, ensuite de quoi le gouvernement se déciderait à faire un appel au pays."

Nous lisons dans le *Daily-News*:

"Lord John Russell a eu hier une nouvelle audience de la reine. Le duc de Wellington a conseille la reconstruction de l'ancien cabinet. Lord Clarendon a été demandé de la Hollande, et Lord Lansdowne, de Lisbonne. Le bruit a couru que lord Palmerston devait prendre la place de premier ministre."

TROUBLES EN NORVÉGE.

En Norvége, plus encore que dans le pays voisin, une sourde agitation fermente dans les masses. Elles appellent de leurs vœux des réformes que le gouvernement ne se hâte pas de leur accorder. S'il fallait en croire les nouvelles qui ne parviennent généralement à l'étranger que par l'intermédiaire de feuilles ou de correspondances peu favorables aux idées de progrès, cette disposition des esprits serait exploitee ici, comme on l'a vu ailleurs, par des intrigants ou des fanatiques. Mais il ne faut accueillir les recits qu'on fait à cet égard qu'avec une grande réserve.

Ainsi l'on traite de communiste un homme, Marcus Thrane, qui est parvenu à une grande influence en fondant dans le midi de la Norwége de nombreuses sociétés ouvrières. On sait quel abus certaines gens ont fait depuis de ces accusations banales, à l'abri desquelles n'est resté aucun partisan des principes démocratiques. N'est-il pas possible qu'on en agisse de même partout où la lutte s'engage entre l'avenir et le passé? Voici donc rapidement quelques faits que nous rapportons en les débarrassant de tout commentaire hasardé.

Un ami, un disciple de Marcus Thrane, Christian Michelsen, s'était rendu dans les provinces septentrionales du pays pour y continuer l'œuvre de son maître. Les classes laborieuses l'avaient accueilli avec sympathie; mais, dans la petite ville de Levanger, la bourgeoisie s'émut de sa présence, porta plainte contre lui et le fit arrêter. Le peuple, irrité, se leva en masse pour le délivrer. Ce fut Michelsen lui-même qui l'apaisa en se montrant derrière les barreaux de sa celule pour le supplier de ne pas aller au deuil, parce qu'il était, disait-il, décidé à subir le martyre pour la bonne cause.

Calme pour cette fois, la foule trouva sa colère lorsque le bailli de Broesum, chef-lieu du district, vint à l'enquêter pour instruire l'affaire du criminel. On l'accueillit par une grêle de pierres qui le blessèrent assez gravement. Des troupes furent appelées, et des arrangements sérieux eurent lieu pendant deux ou trois jours; mais l'avantage est resté en définitive à la force armée.

Des incidents semblables se sont produits sur d'autres points de la province, et les choses ont pris un tel degré de gravité que le roi, après avoir pris l'avis du conseil d'Etat, a cru devoir envoyer un de ses aides de camp sur les lieux.

Pendant ce temps, un des chefs de l'opposition, M. Ledru, a fait dans le sein du théâtre une motion à l'effet de supplier le roi de prendre enfin des mesures pour ameliorer le sort du peuple.

ALLEMAGNE.

A en juger par les apparences, les différends survenus entre la Prusse et l'Autriche semblent ne pas devoir aller jusqu'à une rupture ouverte. Dans un memoire très développé, le gouvernement autrichien convente à la Prusse le droit de revendiquer à l'autre partie, les prétendant bien formées annoncent que l'on proposera l'abolition complète de la taxe sur les fenêtres et que l'on abandonnera en même temps le projet de la convertir en un impôt sur les maisons; l'income-tax ne serait renouvelée que pour une seule année. Quant au bill contre les agressions papales, on adopterait le plan proposé par lord Stanley de créer dans les deux chambres des comités d'enquête, ensuite de quoi le gouvernement se déciderait à faire un appel au pays."

Nous lisons dans le *Daily-News*:

"Lord John Russell a eu hier une nouvelle audience de la reine. Le duc de Wellington a conseillé la reconstruction de l'ancien cabinet. Lord Clarendon a été demandé de la Hollande, et Lord Lansdowne, de Lisbonne. Le bruit a couru que lord Palmerston devait prendre la place de premier ministre."

TROUBLES EN NORVÉGE.

En Norvége, plus encore que dans le pays voisin, une sourde agitation fermente dans les masses. Elles appellent de leurs vœux des réformes que le gouvernement ne se hâte pas de leur accorder. S'il fallait en croire les nouvelles qui ne parviennent généralement à l'étranger que par l'intermédiaire de feuilles ou de correspondances peu favorables aux idées de progrès, cette disposition des esprits serait exploitee ici, comme on l'a vu ailleurs, par des intrigants ou des fanatiques. Mais il ne faut accueillir les recits qu'on fait à cet égard qu'avec une grande réserve.

Ainsi l'on traite de communiste un homme, Marcus Thrane, qui est parvenu à une grande influence en fondant dans le midi de la Norwége de nombreuses sociétés ouvrières. On sait quel abus certaines gens ont fait depuis de ces accusations banales, à l'abri desquelles n'est resté aucun partisan des principes démocratiques. N'est-il pas possible qu'on en agisse de même partout où la lutte s'engage entre l'avenir et le passé? Voici donc rapidement quelques faits que nous rapportons en les débarrassant de tout commentaire hasardé.

Un ami, un disciple de Marcus Thrane, Christian Michelsen, s'était rendu dans les provinces septentrionales du pays pour y continuer l'œuvre de son maître. Les classes laborieuses l'avaient accueilli avec sympathie; mais, dans la petite ville de Levanger, la bourgeoisie s'émut de sa présence, porta plainte contre lui et le fit arrêter. Le peuple, irrité, se leva en masse pour le délivrer. Ce fut Michelsen lui-même qui l'apaisa en se montrant derrière les barreaux de sa celule pour le supplier de ne pas aller au deuil, parce qu'il était, disait-il, décidé à subir le martyre pour la bonne cause.

Calme pour cette fois, la foule trouva sa colère lorsque le bailli de Broesum, chef-lieu du district, vint à l'enquêter pour instruire l'affaire du criminel. On l'accueillit par une grêle de pierres qui le blessèrent assez gravement. Des troupes furent appelées, et des arrangements sérieux eurent lieu pendant deux ou trois jours; mais l'avantage est resté en définitive à la force armée.

Des incidents semblables se sont produits sur d'autres points de la province, et les choses ont pris un tel degré de gravité que le roi, après avoir pris l'avis du conseil d'Etat, a cru devoir envoyer un de ses aides de camp sur les lieux.

La discrétion du duc de Wellington étant proverbiale, on pourra s'étonner que quelqu'un prétende connaître aussi nettement ce qui s'est passé entre le duc et la reine. A cette objection nous avons une réponse: l'indiscrétion est parfois un calcul politique aussi bon que la discrétion. Ajoutons que dans la crise qui vient de se clôtre la reine a permis qu'on était sos propres paroles dans l'une et l'autre chambre, et même qu'on y donnât lecture d'un billet écrit par le prince Albert. Pour jouer cartes sur table, il n'en faut pas moins être bon joueur.

Lord Russell a demandé à la chambre de s'ajourner à vendredi. Ce jour-là il fera connaître les modifications apportées au budget et au bill des titres ecclésiastiques. Tous les efforts tentés pour le faire sortir de cette réserve ont été inutiles.

Des explications qui ont eu lieu à la chambre des lords, à propos de la présentation de pétitions pour et contre le bill des titres ecclésiastiques, il résulte que ce bill sera chaudement soutenu par la législature héréditaire. Le cabinet devra même s'estimer fort heureux si la haute chambre ne lui impose pas au délit de la mesure qu'il s'est imposée.

On lit dans le *Morning-Herald* du 27 mars:

"On assure que le cabinet se reconstituera sur les bases suivantes, en attendant que la législature soit saisie de pour être ensuite immédiatement dissoute. Le budget sera entièrement refondu. Les personnes qui prétendent bien formées annoncent que l'on proposera l'abolition complète de la taxe sur les fenêtres et que l'on abandonnera en même temps le projet de la convertir en un impôt sur les maisons; l'income-tax ne serait renouvelée que pour une seule année. Quant au bill contre les agressions papales, on adopterait le plan proposé par lord Stanley de créer dans les deux chambres des comités d'enquête, ensuite de quoi le gouvernement se déciderait à faire un appel au pays."

Nous lisons dans le *Daily-News*:

"Lord John Russell a eu hier une nouvelle audience de la reine. Le duc de Wellington a conseillé la reconstruction de l'ancien cabinet. Lord Clarendon a été demandé de la Hollande, et Lord Lansdowne, de Lisbonne. Le bruit a couru que lord Palmerston devait prendre la place de premier ministre."

TROUBLES EN NORVÉGE.

En Norvége, plus encore que dans le pays voisin, une sourde agitation fermente dans les masses. Elles appellent de leurs vœux des réformes que le gouvernement ne se hâte pas de leur accorder. S'il fallait en croire les nouvelles qui ne parviennent généralement à l'étranger que par l'intermédiaire de feuilles ou de correspondances peu favorables aux idées de progrès, cette disposition des esprits serait exploitee ici, comme on l'a vu ailleurs, par des intrigants ou des fanatiques. Mais il ne faut accueillir les recits qu'on fait à cet égard qu'avec une grande réserve.

Ainsi l'on traite de communiste un homme, Marcus Thrane, qui est parvenu à une grande influence en fondant dans le midi de la Norwége de nombreuses sociétés ouvrières. On sait quel abus certaines gens ont fait depuis de ces accusations banales, à l'abri desquelles n'est resté aucun partisan des principes démocratiques. N'est-il pas possible qu'on en agisse de même partout où la lutte s'engage entre l'avenir et le passé? Voici donc rapidement quelques faits que nous rapportons en les débarrassant de tout commentaire hasardé.

Un ami, un disciple de Marcus Thrane, Christian Michelsen, s'était rendu dans les provinces septentrionales du pays pour y continuer l'œuvre de son maître. Les classes laborieuses l'avaient accueilli avec sympathie; mais, dans la petite ville de Levanger, la bourgeoisie s'émut de sa présence, porta plainte contre lui et le fit arrêter. Le peuple, irrité, se leva en masse pour le délivrer. Ce fut Michelsen lui-même qui l'apaisa en se montrant derrière les barreaux de sa celule pour le supplier de ne pas aller au deuil, parce qu'il était, disait-il, décidé à subir le martyre pour la bonne cause.

Calme pour cette fois, la foule trouva sa colère lorsque le bailli de Broesum, chef-lieu du district, vint à l'enquêter pour instruire l'affaire du criminel. On l'accueillit par une grêle de pierres qui le blessèrent assez gravement. Des troupes furent appelées, et des arrangements sérieux eurent lieu pendant deux ou trois jours; mais l'avantage est resté en définitive à la force armée.

Des incidents semblables se sont produits sur d'autres points de la province, et les choses ont pris un tel degré de gravité que le roi, après avoir pris l'avis du conseil d'Etat, a cru devoir envoyer un de ses aides de camp sur les lieux.

Pendant ce temps, un des chefs de l'opposition, M. Ledru, a fait dans le sein du théâtre une motion à l'effet de supplier le roi de prendre enfin des mesures pour ameliorer le sort du peuple.

ALLEMAGNE.

A en juger par les apparences, les différends survenus entre la Prusse et l'Autriche semblent ne pas devoir aller jusqu'à une rupture ouverte. Dans un memoire très développé, le gouvernement autrichien convente à la Prusse le droit de revendiquer à l'autre partie, les prétendant bien formées annoncent que l'on proposera l'abolition complète de la taxe sur les fenêtres et que l'on abandonnera en même temps le projet de la convertir en un impôt sur les maisons; l'income-tax ne serait renouvelée que pour une seule année. Quant au bill contre les agressions papales, on adopterait le plan proposé par lord Stanley de créer dans les deux chambres des comités d'enquête, ensuite de quoi le gouvernement se déciderait à faire un appel au pays."

Nous lisons dans le *Daily-News*:

"Lord John Russell a eu hier une nouvelle audience de la reine. Le duc de Wellington a conseillé la reconstruction de l'ancien cabinet. Lord Clarendon a été demandé de la Hollande, et Lord Lansdowne, de Lisbonne. Le bruit a couru que lord Palmerston devait prendre la place de premier ministre."

TROUBLES EN NORVÉGE.

En Norvége, plus encore que dans le pays voisin, une sourde agitation fermente dans les masses. Elles appellent de leurs vœux des réformes que le gouvernement ne se hâte pas de leur accorder. S'il fallait en croire les nouvelles qui ne parviennent généralement à l'étranger que par l'intermédiaire de feuilles ou de correspondances peu favorables aux idées de progrès, cette disposition des esprits serait exploitee ici, comme on l'a vu ailleurs, par des intrigants ou des fanatiques. Mais il ne faut accueillir les recits qu'on fait à cet égard qu'avec une grande réserve.

Ainsi l'on traite de communiste un homme, Marcus Thrane, qui est parvenu à une grande influence en fondant dans le midi de la Norwége de nombreuses sociétés ouvrières. On sait quel abus certaines gens ont fait depuis de ces accusations banales, à l'abri desquelles n'est resté aucun partisan des principes démocratiques. N'est-il pas possible qu'on en agisse de même partout où la lutte s'engage entre l'avenir et le passé? Voici donc rapidement quelques faits que nous rapportons en les débarrassant de tout commentaire hasardé.

Un ami, un disciple de Marcus Thrane, Christian Michelsen, s'était rendu dans les provinces septentrionales du pays pour y continuer l'œuvre de son maître. Les classes laborieuses l'avaient accueilli avec sympathie; mais, dans la petite ville de Levanger, la bourgeoisie s'émut de sa présence, porta plainte contre lui et le fit arrêter. Le peuple, irrité, se leva en masse pour le délivrer. Ce fut Michelsen lui-même qui l'apaisa en se montrant derrière les barreaux de sa celule pour le supplier de ne pas aller au deuil, parce qu'il était, disait-il, décidé à subir le martyre pour la bonne cause.

Calme pour cette fois, la foule trouva sa colère lorsque le bailli de Broesum, chef-lieu du district, vint à l'enquêter pour instruire l'affaire du criminel. On l'accueillit par une grêle de pierres qui le blessèrent assez gravement. Des troupes furent appelées, et des arrangements sérieux eurent lieu pendant deux ou trois jours; mais l'avantage est resté en définitive à la force armée.

Des incidents semblables se sont produits sur d'autres points de la province, et les choses ont pris un tel degré de gravité que le roi, après avoir pris l'avis du conseil d'Etat, a cru devoir envoyer un de ses aides de camp sur les lieux.

Pendant ce temps, un des chefs de l'opposition, M. Ledru, a fait dans le sein du théâtre une motion à l'effet de supplier le roi de prendre enfin des mesures pour ameliorer le sort du peuple.

ALLEMAGNE.

A en juger par les apparences, les différends survenus entre la Prusse et l'Autriche semblent ne pas devoir aller jusqu'à une rupture ouverte. Dans un memoire très développé, le gouvernement autrichien convente à la Prusse le droit de revendiquer à l'autre partie, les prétendant bien formées annoncent que l'on proposera l'abolition complète de la taxe sur les fenêtres et que l'on abandonnera en même temps le projet de la convertir en un impôt sur les maisons; l'income-tax ne serait renouvelée que pour une seule année. Quant au bill contre les agressions papales, on adopterait le plan proposé par lord Stanley de créer dans les deux chambres des comités d'enquête, ensuite de quoi le gouvernement se déciderait à faire un appel au pays."

Nous lisons dans le *Daily-News*:

"Lord John Russell a eu hier une nouvelle audience de la reine. Le duc de Wellington a conseillé la reconstruction de l'ancien cabinet. Lord Clarendon a été demandé de la Hollande, et Lord Lansdowne, de Lisbonne. Le bruit a couru que lord Palmerston devait prendre la place de premier ministre."

TROUBLES EN NORVÉGE.

En Norvége, plus encore que dans le pays voisin, une sourde agitation fermente dans les masses. Elles appellent de leurs vœux des réformes que le gouvernement ne se hâte pas de leur accorder. S'il fallait en croire les nouvelles qui ne parviennent généralement à l'étranger que par l'intermédiaire de feuilles ou de correspondances peu favorables aux idées de progrès, cette disposition des esprits serait exploitee ici, comme on l'a vu ailleurs, par des intrigants ou des fanatiques. Mais il ne faut accueillir les recits qu'on fait à cet égard qu'avec une grande réserve.

Ainsi l'on traite de communiste un homme, Marcus Thrane, qui est parvenu à une grande influence en fondant dans le midi de la Norwége de nombreuses sociétés ouvrières. On sait quel abus certaines gens ont fait depuis de ces accusations banales, à l'abri desquelles n'est resté aucun partisan des principes démocratiques. N'est-il pas possible qu'on en